

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 66 - FEVRIER-MARS 2026



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Mathilde DEBUF et Lino TONI
- correction par Lino TONI*

5

MOYEN ORIENT

*par William BERTHOLIER et Lino TONI
- correction par Lino TONI*

7

AFRIQUE

par Ulrich KOMECHOU

9

ASIE

*par Léa BRAVO-BLANCHET et Lino TONI
- correction par Lino TONI*

11

AMÉRIQUES

par Maylis BARON

13

ARMEMENT

*par Célian NGUYEN TUONG - PORTAZ et Nael YEBKA
- correction par Lino TONI*

RÉDACTEUR EN CHEF ET CORRECTION

Lino TONI

MISE EN PAGE

*Mathilde DEBUF, Ulrich KOMECHOU, Léa BRAVO-BLANCHET,
Maylis BARON, Célian NGUYEN TUONG - PORTAZ, Nael YEBKA
et Lino TONI*

EUROPE

ESPAGNE : LE CHOIX D'UN RETRAIT DE LA SCÈNE INTERNATIONALE

Le 28 février 2026, le président Américain Donald Trump a lancé des frappes conjointes avec Israël sur Téhéran, entraînant une escalade militaire au Moyen-Orient. Dans ce contexte de tensions croissantes, les pays européens cherchent à définir leur position face à ce nouveau conflit. Parmi eux, l'Espagne se distingue par une prise de position particulièrement ferme contre l'intervention militaire, portée par le Premier ministre Pedro Sánchez.

Madrid a en effet choisi d'adopter une ligne diplomatique claire : refuser toute implication dans l'offensive menée contre l'Iran et appeler à une désescalade. Le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez a affirmé que son pays ne serait "pas complice de cette guerre", estimant que l'intervention risquait d'aggraver l'instabilité régionale et par crainte de représailles.



Dans cette logique, l'Espagne a également pris des décisions concrètes sur le plan stratégique. Le gouvernement a refusé que certaines installations militaires, notamment des bases militaires puissent être utilisées pour soutenir des opérations liées au conflit.

Cette posture tranche avec celle de plusieurs partenaires européens. Si certains gouvernements ont exprimé leur inquiétude face au risque d'embrasement régional, peu ont adopté un discours aussi frontal contre l'intervention menée par Donald Trump et le gouvernement israélien. La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne par exemple se disent prêts à des "actions défensives" pour détruire les capacités militaires de l'Iran. Ainsi, en Europe, la position espagnole apparaît ainsi comme à l'écart et l'une des plus critiques vis-à-vis de la stratégie américano-israélienne.

La prise de position de Madrid s'explique aussi par l'évolution récente de sa politique étrangère. Depuis plusieurs années, le gouvernement de Pedro Sánchez cherche à affirmer une diplomatie plus indépendante, fondée sur le multilatéralisme et la résolution politique des crises internationales. Cette orientation se manifeste notamment par une volonté de limiter l'engagement militaire dans les conflits extérieurs et de privilégier les cadres de négociation internationale.

Cependant, ce choix diplomatique comporte aussi des risques. En s'opposant ouvertement à la stratégie américaine, l'Espagne s'expose à des tensions politiques avec Washington et à des critiques de certains alliés occidentaux.

Ainsi, à l'image de nombreuses crises contemporaines, le conflit opposant l'Iran, Israël et les États-Unis révèle les divisions stratégiques au sein des alliés occidentaux. L'Espagne tente d'affirmer une voie diplomatique propre, au risque de se retrouver isolée

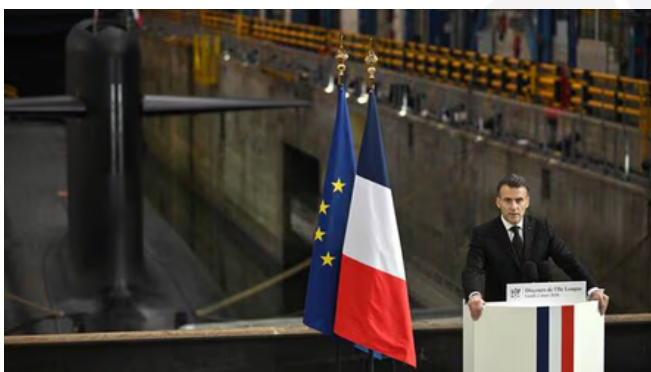
Mathilde DEBUF

EUROPE

FRANCE : LE DISCOURS DE L'ÎLE LONGUE

A l'heure où le contexte international subit de profondes modifications et de nouvelles guerres au Moyen-Orient et en Asie centrale, le président de la République française, Emmanuel Macron, se présente sur la base opérationnelle de la Force océanique stratégique française pour évoquer le sujet de la dissuasion nucléaire française.

Entre agressivité russe, négligence du droit international américaine et montée en puissance militaire chinoise, l'Europe se voit forcée de renforcer ses systèmes de défense, de mieux coordonner ses efforts et ses investissements afin d'assurer son indépendance et la sécurité de ses populations.



C'est pourquoi le président Emmanuel Macron est intervenu, par le biais d'un discours sur la dissuasion nucléaire, plusieurs années sans avoir abordé de la sorte ce sujet crucial. Cela fait six ans que la France est devenue le seul État de l'Union européenne à disposer de l'arme nucléaire. La France est ainsi un leader de la dissuasion nucléaire, devenue « dissuasion avancée » à l'issue du discours du président français.

Le président s'est exprimé devant un sous-marin lanceur d'engins (SNLE) et, dans sa qualité de chef des armées, a annoncé la construction d'un nouveau SNLE, nommé « L'Invincible ». Par conséquent, la force nucléaire française offrira aux alliés européens une capacité de dissuasion avancée. Emmanuel Macron a ajouté que la France va augmenter son nombre de têtes nucléaires. A ces initiatives présidentielles se rejoignent des partenaires internationaux. En effet, huit pays, dont sept membres de l'Union européenne ont manifesté leur intérêt quant à la « dissuasion avancée » proposée par le président français. Le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Pologne, le Danemark, la Suède et la Grèce pourraient ainsi participer à des exercices conjoints ou encore à des déploiements de force.

Emmanuel Macron a toutefois précisé que « la chaîne de commandement est d'une clarté totale et la décision ultime revient au seul président de la République ». Bien que des États européens soient conviés à participer à des exercices conjoints, le président continue en prétendant qu'« il n'y aura aucun partage de la décision ultime » avec les alliés.

Le discours de l'île Longue marque un tournant majeur pour la France et plus largement, pour l'Europe. La prise de conscience du besoin de renforcer les capacités de défense du continent est désormais effective. Le nouveau SNLE français est prévu pour 2036. Le point de vue allemand est modifié radicalement. En somme, la France mène la défense de l'Europe par la dissuasion avancée.

Lino TONI

MOYEN-ORIENT

LA STRATÉGIE IRANIENNE DANS LA GUERRE CONTRE LES ÉTATS-UNIS ET ISRAËL

Dans la matinée du 28 février, les États-Unis et Israël ont lancé une guerre conjointe contre l'Iran. Dès les premières heures, le guide suprême Ali Khamenei est tué avec nombre de ses commandants lors d'un bombardement. Le conflit semblait alors déjà avoir basculé en faveur des États-Unis et Israël. Pourtant, après plus d'une semaine de conflit, l'Iran n'a toujours pas abdicqué grâce à une stratégie efficace et résiliente.

Cette dernière repose fortement sur les drones Shahed 136. Maniables, peu chers et volant bas, ils représentent la principale menace au sein de cette riposte. En effet, ils permettent de saturer les défenses par leur nombre et ainsi créer des failles pour des missiles plus puissants. De plus, leur coût relativement bas, entre 20 000 et 40 000 dollars, par rapport aux intercepteurs américains pouvant coûter plusieurs millions de dollars, rend la défense aérienne très onéreuse sur le long terme.

En outre, les Iraniens privilégient désormais une "défense en mosaïque", c'est-à-dire une défense dans laquelle les unités locales ne dépendent pas de la centralité du commandement. La riposte est ainsi plus imprévisible et difficile à anticiper, comme l'attaque sur l'île de Chypre en témoigne.

Enfin, Téhéran dispose d'une arme encore plus efficace que ses drones avec le détroit d'Ormuz. Le régime ne l'a pas véritablement fermé, mais la dangerosité d'y passer est telle, qu'aucun navire ne s'y risque. 20% du pétrole mondial et environ un cinquième du commerce mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) transporté par méthaniers emprunte ce passage stratégique. Son blocage a des répercussions directes sur toute l'économie mondiale, et met la pression sur Washington et ses alliés. C'est sans doute la bombe la plus importante dont dispose le régime iranien.



L'Iran ne peut pas gagner dans une guerre conventionnelle, et cherche donc à rendre la victoire pour ses ennemis trop coûteuse. La question de la bataille des stocks semblant difficile à évaluer, c'est peut être dans le bras de fer psychologique et économique que le conflit trouvera son dénouement.

William BERTHOLIER

Crédit photo : This photo shows a front view of a Shahed-136 drone at the Islamic Revolutionary Guard Corps Aerospace Force achievements exhibition in the garden of the Museum of the Islamic Revolution and Holy Defense in Qom. The exhibition, titled Sky of Power, opened on March 13, 2023 and was open to the public from 8:00 AM to 9:00 PM until May 26, 2023.

MOYEN-ORIENT

ISRAËL : DES COMBATS INTENSIFIÉS CONTRE LE HEZBOLLAH

Alors que l'opération américano-israélienne, menée contre le régime iranien se poursuit, Israël fait également face aux forces chiites, alliées des gardiens de la révolution, au Liban. Cependant, Israël procède différemment puisque l'intervention de soldats israéliens sur le territoire libanais est mise en place.



Après plus d'une semaine de reprise des bombardements d'Israël au Liban, ce sont plus de 700 000 habitants appelés à évacuer, notamment du sud de la capitale Beyrouth et du sud du pays. L'État du Liban compte moins de six millions d'habitants et le Premier ministre libanais, Nawaf Salam, averti qu'un « désastre humanitaire » se profilait en raison du déplacement massif de la population.

La réponse israélienne, en représailles des tirs de missiles du Hezbollah, s'est traduite par une offensive terrestre, faisant déjà été de 102 morts et 638 blessés. En même temps que ses bombardements, Israël a procédé à une opération spéciale dans le village de Nabi Chit, dans l'objectif de retrouver les restes d'un aviateur israélien, capturé lors d'un raid en 1986. Les affrontements ont engendré la mort de 41 personnes, dont trois soldats, et la dépouille du pilote n'a pas été retrouvée. Le Hezbollah affirme de son côté avoir repoussé le débarquement israélien à Nabi Chit.

Il va sans dire que le président libanais, Joseph Aoun, a sollicité l'aide du président français Emmanuel Macron afin de « parvenir à un cessez-le-feu dans les plus brefs délais ». Emmanuel Macron s'est également entretenu avec Benjamin Netanyahu, premier ministre israélien, en précisant que l'intégrité territoriale du Liban devait être respectée et que l'armée israélienne devait s'abstenir d'une offensive terrestre. Les requêtes du chef de l'État n'ont pas été respectées par Israël.

D'ailleurs, sur le territoire libanais se trouve la Force des Nations Unies au Liban (Finul). Dans la journée du vendredi 6 mars, le quartier général du bataillon ghanéen de la Finul a été frappé par deux tirs de roquettes, blessant grièvement deux Casques bleus. L'origine de cette attaque reste inconnue mais le président libanais accuse Israël d'en être à l'origine. Pour rappel, l'objectif de la Finul est de s'assurer du retrait des troupes israéliennes du sud du Liban. En septembre 2025, Israël avait frappé d'un drone les positions des Casques bleus sur le territoire libanais. La situation ne semble pas s'apaiser pour les prochains jours. La demande du président français n'a pas été prise en compte, les bombardements s'intensifient, le déplacement de 700 000 habitants en quelques jours, voire quelques heures est extrêmement compliqué à organiser et l'agression, d'origine inconnue, contre les forces onusiennes ne permettent pas de prédire un cessez-le-feu prochain.

Lino TONI

AFRIQUE

MACKY SALL CANDIDAT AU POSTE DE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

L'ancien président du Sénégal, Macky Sall, a officiellement déposé sa candidature au poste de secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le dossier a été transmis à la présidente de l'Assemblée générale de l'ONU par le représentant permanent du Burundi auprès de l'organisation. Cette démarche marque une étape importante dans la perspective de la succession de l'actuel secrétaire général, António Guterres, dont le mandat arrive à son terme à la fin de l'année 2026. La candidature de Macky Sall a été portée par le président burundais Évariste Ndayishimiye, actuellement président de l'Union africaine. Le dépôt officiel du dossier, effectué le 3 mars 2026 au siège de l'organisation à New York, positionne ainsi l'ancien chef d'État sénégalais comme le candidat soutenu par le continent africain pour diriger l'ONU.



Cette initiative s'inscrit dans une stratégie diplomatique visant à renforcer la représentation africaine à la tête des grandes institutions internationales. Toutefois, avant toute désignation par l'Assemblée générale, Macky Sall devra obtenir l'aval du Conseil de sécurité, étape décisive dans le processus de sélection du futur secrétaire général.

Cette candidature s'appuie également sur un parcours politique et institutionnel de longue durée. Avant d'exercer deux mandats à la présidence du Sénégal, Macky Sall a occupé plusieurs fonctions stratégiques au sein de l'appareil d'État, notamment comme directeur général de PETROSEN, ministre des Mines, Premier ministre et président de l'Assemblée nationale. Sur le plan international, il a également présidé l'Union africaine entre 2022 et 2023, ainsi que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest entre 2015 et 2016, contribuant notamment aux initiatives visant à renforcer l'intégration économique et politique du continent africain sur la scène internationale.

En somme, dans sa déclaration de vision Sall met en avant la nécessité de réformer le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies face aux critiques croissantes dont elle fait l'objet. Sa proposition s'articule autour de trois orientations principales : consolider le lien entre paix, sécurité et développement, redynamiser le multilatéralisme en favorisant le dialogue entre États, et améliorer la gouvernance interne de l'organisation grâce à une gestion plus efficace, des financements plus prévisibles et un recours accru aux outils numériques.

Ulrich KOMECHOU

AFRIQUE

DENIS SASSOU NGUESSO ANNONCE SA CANDIDATURE À LA PRÉSIDENTIELLE POUR UN CINQUIÈME MANDAT

Le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, a officiellement annoncé sa candidature à l'élection présidentielle prévue le 15 mars 2026. Âgé de 82 ans et cumulant plus de quarante années au pouvoir, le chef de l'État a confirmé sa décision dans une déclaration publique, marquant ainsi sa volonté de briguer un nouveau mandat à la tête du pays.

La Cour constitutionnelle du Congo a validé, le 20 février à Brazzaville, les sept candidatures déposées pour ce scrutin présidentiel. Après examen des dossiers administratifs et des conclusions du collège médical chargé d'évaluer l'aptitude des candidats, la juridiction a estimé que l'ensemble des dossiers répondait aux exigences légales. Toutefois, au-delà de cette étape formelle, la question de la gouvernance et de la longévité du pouvoir constitue déjà l'un des principaux thèmes de la campagne électorale.



Durant ses interventions publiques, le chef de l'État met en avant son bilan économique, notamment le développement des infrastructures routières ainsi que l'essor des secteurs gazier et agricole, qu'il présente comme des facteurs de stabilité et de confiance pour les partenaires internationaux. Sur le plan politique, la compétition électorale apparaît néanmoins déséquilibrée. L'opposition, fragmentée et affaiblie, dispose de peu de moyens face à la machine politique du Parti congolais du travail, qui domine largement les institutions. Les partisans du président sortant affichent leur soutien à travers une campagne active, présentant leur leader comme un patriarche capable d'assurer la continuité politique et la stabilité du pays.

Cependant, ce contexte électoral suscite également des inquiétudes parmi certains acteurs politiques et observateurs, qui redoutent que le scrutin soit entaché d'irrégularités ou de fraudes. Ces préoccupations s'inscrivent dans un climat de défiance récurrent autour des processus électoraux dans la zone Cemac.

Ulrich KOMECHOU

L'IRAN, TALON D'ACHILLE ÉNERGÉTIQUE DE LA CHINE

L'offensive américaine contre l'Iran, menée dans le cadre de l'opération Epic Fury, dépasse largement le cadre d'une simple escalade militaire au Moyen-Orient et révèle surtout un dilemme stratégique pour la Chine, qui voit l'un de ses partenaires les plus importants dans la région fragilisé par l'intervention américaine.



Depuis plusieurs décennies, l'Iran occupe en effet une place centrale dans la stratégie chinoise au Moyen-Orient, Pékin ayant progressivement construit avec Téhéran une relation étroite fondée sur des investissements économiques et, surtout, sur l'accès à des ressources énergétiques essentielles pour soutenir sa croissance. La Chine a ainsi investi massivement dans les infrastructures iraniennes, en particulier dans le secteur pétrolier, et s'est imposée comme l'un des principaux acheteurs du pétrole iranien, souvent acquis à des prix avantageux. Cette relation s'est encore renforcée avec la signature en 2021 d'un accord de coopération stratégique d'une durée de vingt-cinq ans prévoyant des investissements chinois pouvant atteindre 400 milliards de dollars.

Dans ce contexte, l'escalade militaire actuelle menace directement cette stratégie. Une déstabilisation durable de l'Iran pourrait en effet affaiblir l'un des principaux points d'appui de la Chine dans la région, tout en compliquant l'accès de Pékin au pétrole iranien. La question énergétique demeure centrale dans cette équation, puisque l'économie chinoise dépend fortement des importations d'hydrocarbures, dont une part importante provient du Moyen-Orient. Une portion significative de ces flux énergétiques transite par le détroit d'Ormuz, passage maritime par lequel circule environ un cinquième du pétrole mondial, ce qui signifie que toute perturbation durable dans cette zone pourrait rapidement avoir des répercussions sur les marchés énergétiques et sur l'économie chinoise.

Face à ces risques, la réaction de Pékin est restée relativement mesurée. Les autorités chinoises ont exprimé leur inquiétude face aux frappes américaines et israéliennes tout en appelant à un retour aux négociations, une prudence qui reflète en réalité un calcul stratégique complexe. D'un côté, la Chine a tout intérêt à éviter une escalade susceptible de déstabiliser le marché de l'énergie et de peser sur une économie déjà confrontée à un ralentissement de sa croissance. De l'autre, certains analystes soulignent qu'un conflit prolongé au Moyen-Orient pourrait détourner l'attention et une partie des ressources américaines vers cette région, limitant ainsi la capacité de Washington à concentrer ses efforts sur l'Asie-Pacifique, notamment autour de la question de Taïwan.

Ainsi, au-delà de la confrontation régionale, la guerre en Iran s'inscrit dans une rivalité stratégique plus large entre les États-Unis et la Chine, où chaque crise locale devient un épisode d'une compétition mondiale pour l'influence et la sécurité énergétique.

Léa BRAVO-BLANCHET

PAKISTAN : LA GUERRE OUVERTE EST DÉCLARÉE

Depuis près de cinq ans, le régime des talibans gouverne l'État afghan. Alors que la République Islamique du Pakistan soutenait initialement, lors de la première prise de Kaboul en 2001, le régime des talibans, les relations entre les deux États se sont depuis, largement dégradées.

En effet, Islamabad accuse Kaboul d'abriter des combattants du Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), talibans pakistanais, responsables d'attaques terroristes sur le territoire du Pakistan. Par conséquent, la question du terrorisme transfrontalier est devenue une source de tensions majeures entre l'Afghanistan et le Pakistan. C'est pourquoi la République Islamique du Pakistan a annoncé une « guerre ouverte » contre l'Afghanistan. La raison de cette annonce est liée à l'attaque afghane, déclenchée dans une zone frontalière. Le Pakistan a riposté à travers des bombardements sur Kaboul. Des explosions ont été entendues dans la capitale mais également à Kandahar, ville du sud du pays dans laquelle, le chef suprême des talibans afghans réside.

Ainsi, les frappes pakistanaises sur la ville où siège la figure principale du régime des talibans traduisent un message provenant du Pakistan. Les tensions grandissantes entre les deux belligérants, empêchent la région de se stabiliser. Le Pakistan se trouve dans une situation complexe sur presque tous les flancs de ses frontières. En effet, le Nord-Est avec l'Inde et le Kashmir, le Sud-Ouest avec la région du Baloutchistan, ayant des volontés d'indépendance et menant des attaques terroristes, et l'Ouest et le Sud-Ouest, frontière avec l'Afghanistan, sont toutes sources d'inconfort pour le gouvernement d'Asif Ali Zardari.

Par conséquent, le Pakistan, à travers sa réponse aux attaques afghanes à sa frontière, exprime son mécontentement quant à la situation avec le pays. L'Afghanistan devient véritablement une source de déstabilisation au sein des frontières du Pakistan. Initialement soutien du régime des talibans, le Pakistan s'est au fil des années rapproché des États-Unis.

Justement, des tentatives de médiation par des acteurs internationaux ont été tentées. Cependant, l'Arabie Saoudite et le Qatar ne sont pas parvenus à trouver un terrain d'entente entre les deux acteurs de cette nouvelle guerre. Les États-Unis, de leur côté, ont soutenu le Pakistan en prétendant qu'il était légitime d'user de son droit à « se défendre contre les attaques des talibans ».

A ce stade, ce sont plus de 200 civils ayant perdu la vie. Les victimes sont majoritairement des femmes et des enfants (55%). Dans un pays où l'éducation des filles est éminemment difficile d'accès et prohibée au-delà de l'éducation secondaire, le comportement des talibans engendre des conséquences dégradant la situation humanitaire et les conditions de vie des Afghans, encore plus qu'elles ne le sont déjà.

Lino TONI

AMÉRIQUES

MEXIQUE : LE VIRAGE DE LA FORCE

L'élimination de Nemesio Oseguera Cervantes, dit « El Mencho », par les forces armées mexicaines marque un tournant doctrinal majeur dans la stratégie de sécurité nationale du Mexique. À 59 ans, le chef du Cartel Jalisco Nouvelle Génération (CJNG) était considéré comme le dernier grand parrain historique depuis la chute des leaders du cartel de Sinaloa. Son exécution, survenue près de Tapalpa après une traque menée par des unités d'élite avec appui aérien, symbolise la fin de l'ère de la « passivité » relative. En ciblant celui dont la fortune dépassait le milliard de dollars et dont l'organisation opère dans plus de 60 pays, l'État mexicain a porté le coup le plus dur au narcotrafic depuis 2016.

D'un point de vue tactique, cette opération « made in Mexico », bien que appuyée par des renseignements américains ponctuels, souligne une volonté de souveraineté opérationnelle de la part de la présidente Claudia Sheinbaum. Selon *El Universal*, ce succès marque sa véritable prise de contrôle, rompant avec la stratégie de son prédécesseur, résumée par le slogan « des câlins, pas des balles ». Le recours à la force létale contre un « générateur de violence » de cette envergure démontre que l'État a recouvré sa capacité d'initiative et de renseignement, rétablissant le principe selon lequel personne n'est au-dessus de la loi.



Toutefois, cette victoire tactique a déclenché une conséquence sécuritaire immédiate. Le CJNG a réagi par une démonstration de force asymétrique : plus de 250 barrages routiers ont été recensés dans 20 États, accompagnés d'incendies volontaires et d'attaques directes contre les infrastructures. Cette réponse a causé la mort de 73 personnes, dont 25 membres de la Garde nationale. La militarisation de celle-ci illustrée par le déploiement de 2 500 soldats supplémentaires dans l'ouest du pays, répond à une organisation criminelle lourdement armée, pionnière dans l'usage de drones explosifs et structurée comme une mafia moderne et décentralisée.

L'enjeu pour la défense mexicaine réside désormais dans la gestion du vide de pouvoir. Si El Mencho a été éliminé, l'infrastructure financière et opérationnelle du CJNG, impliquée massivement dans le trafic de fentanyl et de méthamphétamine, reste largement intacte. La menace d'une guerre de succession, impliquant potentiellement Juan Carlos Valencia González, alias « El 03 », fait craindre une fragmentation de l'organisation qui pourrait s'avérer plus complexe à neutraliser qu'une structure pyramidale selon *El Mundo*. Comme le souligne *El Sol de Mexico*, l'erreur historique serait de confondre le soulagement de la mort d'un symbole avec le démantèlement de l'économie criminelle, rappelant que la mort de Pablo Escobar n'avait pas éteint le narcotrafic colombien, mais l'avait rendu plus opaque.

Maylis BARON

AMÉRIQUES

USA-IRAN : LA PUISSANCE AU RISQUE DU CHAOS

Depuis l'assassinat de l'ayatollah Khamenei le 28 février 2026, le conflit opposant la coalition américano-israélienne à l'Iran a basculé dans une phase d'expansion géographique inédite, touchant désormais l'océan Indien et impliquant des interceptions de missiles jusqu'en Turquie. Sous l'impulsion du secrétaire à la Défense Pete Hegseth, Washington a adopté une posture de « létalité totale », baptisée opération « Fureur épique ». Cette doctrine, visant à infliger « la mort et la destruction du matin au soir » jusqu'au contrôle total de l'espace aérien iranien, marque une rupture avec la retenue diplomatique antérieure.

Sur le plan opérationnel, cette intensité extrême a généré des failles critiques dans la coordination avec les alliés régionaux. Le 2 mars, trois chasseurs F-15E Strike Eagle de l'US Air Force ont été abattus au-dessus du Koweït. Si le commandement central américain (CentCom) a initialement évoqué une erreur de la défense aérienne koweïtienne, les révélations du Wall Street Journal pointent une responsabilité plus directe : un jet F/A-18 koweïtien aurait lui-même tiré trois missiles contre les appareils alliés. Ce « tir ami » s'est produit dans un contexte de saturation nerveuse des forces locales, quelques instants après qu'un drone iranien a réussi à pénétrer les défenses pour frapper un centre tactique dans un port commercial, tuant six militaires américains.

Cet incident constitue un tournant symbolique et technique pour l'aviation de combat. Le F-15, fleuron de supériorité aérienne depuis les années 1970, n'avait jamais été abattu en combat aérien, affichant un bilan de 104 victoires pour zéro défaite. Sa première perte opérationnelle est donc le fait d'un allié utilisant un équipement également d'origine américaine, illustrant la « confusion inédite » régnant dans un espace aérien saturé par une combinaison massive de drones, de missiles et de chasseurs. Outre le choc doctrinal, le coût matériel est significatif, chaque unité étant estimée à plus de 30 millions de dollars.



Malgré ces frictions tactiques, Washington maintient une rhétorique triomphaliste. Pete Hegseth affirme que l'Iran est sur le point de s'effondrer, justifiant des frappes asymétriques au nom d'une « paix par la force ». Toutefois, cette stratégie de décapitation et de destruction systématique soulève des inquiétudes géopolitiques majeures. Tandis que L'Orient-Le Jour y voit l'effondrement définitif de « l'axe de la résistance », The Economist avertit que l'Amérique semble avoir troqué la défense de ses valeurs contre une logique de pure puissance. En encourageant les Iraniens à renverser leur gouvernement, Donald Trump réactive la politique de changement de régime qu'il condamnait pourtant en 2025, plongeant la région dans une incertitude dont l'issue dépasse désormais le simple cadre du théâtre d'opérations initial.

Maylis BARON

ARMEMENT

LE DRONE LUCAS : LA RÉPONSE AMÉRICAINE AUX DRONES KAMIKAZES IRANIENS

Les drones kamikazes occupent aujourd'hui une place centrale dans les conflits contemporains. Leur coût relativement faible, combiné à leur capacité de frappe précise, en fait des outils militaires particulièrement attractifs pour les États engagés dans des conflits prolongés ou asymétriques. L'emploi massif de drones iraniens de type Shahed dans plusieurs théâtres d'opérations, notamment en Ukraine et au Moyen-Orient, a démontré l'efficacité de cette catégorie d'armements. Face à cette évolution du champ de bataille, les États-Unis ont récemment introduit un système similaire : le drone LUCAS (Low-cost Unmanned Combat Aerial System). Son développement illustre l'adaptation de la stratégie militaire américaine à la prolifération des drones d'attaque à bas coût.

Le drone LUCAS a été conçu comme un système aérien sans pilote capable d'effectuer des missions de reconnaissance et de frappe à moindre coût. Développé dans le cadre des efforts américains visant à produire des armements plus simples et rapidement déployables, ce drone s'inspire directement des drones kamikazes utilisés par l'Iran et ses alliés. Sa conception privilégie la modularité et la production en série afin de permettre un déploiement en grand nombre. À l'image du drone Shahed-136, il peut être lancé depuis des plateformes relativement simples et parcourir de longues distances avant d'atteindre sa cible.



Les premières utilisations opérationnelles du LUCAS ont été rapportées récemment dans le contexte des tensions avec l'Iran au Moyen-Orient. Selon plusieurs sources, les forces américaines auraient utilisé ces drones lors d'opérations visant des positions associées à des groupes soutenus par Téhéran. L'emploi de drones kamikazes permet de frapper des cibles sensibles tout en réduisant les risques pour les équipages et les plateformes aériennes traditionnelles. Ces systèmes peuvent également être utilisés dans une logique de saturation afin de submerger les défenses adverses.

L'émergence du drone LUCAS souligne ainsi une évolution de la stratégie militaire américaine. Face à la prolifération rapide de drones bon marché mais efficaces, Washington cherche à adapter son arsenal afin de conserver un avantage opérationnel. En investissant dans des systèmes simples et produits en grande quantité, les États-Unis reconnaissent l'importance croissante de la masse et de la flexibilité dans les conflits contemporains.

Célian NGUYEN TUONG - PORTAZ

ARMEMENT

3 F-15E ABATTUS AU DESSUS DU KOWEÏT, UN DRAME OPÉRATIONNEL

Un incident aérien inhabituel s'est produit début mars 2026 dans la région du Moyen-Orient lorsqu'un chasseur F/A-18 Hornet appartenant à l'armée de l'air koweïtienne aurait abattu trois chasseurs américains F-15E Strike Eagle. L'événement s'est produit dans un contexte de forte tension régionale et d'opérations aériennes menées par plusieurs forces alliées. Plusieurs sources évoquent la possibilité d'un "friendly-fire incident", aussi appelé "blue on blue", même si les circonstances exactes restent encore sujettes à vérification. Des vidéos circulant en ligne montrent notamment un F-15 en feu perdant de l'altitude avec les pilotes qui se sont éjectés. Les autorités militaires n'ont confirmé qu'une partie des informations, tandis que des enquêtes ont été ouvertes pour établir précisément ce qui s'est produit dans cet engagement aérien.



Le F-15E Strike Eagle est un chasseur-bombardier lourd conçu pour des missions d'attaque et de supériorité aérienne, équipé de radars performants et capable d'emporter une grande variété d'armements guidés. Dérivé du F-15 Eagle, il appartient à une famille d'avions connue pour son bilan opérationnel exceptionnel en combat aérien. Pendant plusieurs décennies, les différentes versions du F-15 ont accumulé un total d'environ 104 victoires aériennes confirmées pour aucune perte face à un autre chasseur dans des engagements air-air. Cet incident devient alors une tâche noire sur le record parfait de cet engin.

Le F/A-18 Hornet, utilisé par plusieurs forces aériennes et navales, est un chasseur multirôle doté de radars modernes et capable d'utiliser différents missiles air-air. Dans ce type de situation opérationnelle, les engagements peuvent se produire très rapidement sur la base d'informations issues des radars de bord, des capteurs infrarouges et des réseaux tactiques partagés entre appareils alliés.

Plusieurs analystes militaires évoquent l'hypothèse d'une erreur d'identification, un phénomène connu dans les opérations aériennes complexes. Les avions de combat utilisent normalement des systèmes d'identification ami-ennemi (IFF) destinés à éviter ce type d'incident en permettant aux appareils alliés de se reconnaître automatiquement. Toutefois, certaines sources soulignent que ces systèmes peuvent parfois être perturbés ou mal interprétés dans des environnements opérationnels très chargés où plusieurs armées opèrent simultanément.

L'événement reste encore en cours d'analyse et de nombreuses informations publiées proviennent de sources ouvertes ou d'analyses préliminaires. Les autorités militaires concernées devraient établir les circonstances exactes de l'incident à l'issue de l'enquête, notamment pour déterminer si l'engagement résulte d'une erreur technique ou d'un autre facteur opérationnel.

Nael YEBKA

SOURCES

• EUROPE

◦ Espagne : le choix d'un retrait de la scène internationale

- Iran : Madrid nie toujours toute collaboration avec Washington, qui assure le contraire, France 24, 04/03/2026.
- Guerre en Iran : "Nous ne serons pas complices", pourquoi la position de l'Espagne tranche en Europe, RTL, 04/03/2026.
- Pourquoi l'Espagne est seule en Europe dans son opposition frontale à la guerre en Iran, France Info, 05/03/2026.

◦ France : le discours de l'île Longue

- Maxence LAMBRECQ, France Inter : "Le général Macron a visé juste", publié le 03/03/2026.
- Manon MAZUIR, Toute l'Europe, "Dissuasion nucléaire : quelle doctrine française ?", publié le 03/03/2026.
- France Info : "Huits pays européens sont intéressés par une dissuasion nucléaire "avancée", mais la France ne partagera pas "la décision ultime avec ses alliés, affirme Emmanuel Macron", publié le 02/03/2026.

• MOYEN-ORIENT

◦ La stratégie iranienne dans la guerre contre les États-Unis et Israël

- Le Monde : "Iran : quelle stratégie militaire face à Trump et Israël", publié le 07/03/2026.
- Vincent PIALAT, Le Parisien : "Bon marché, difficiles à détecter : pourquoi les drones iraniens Shahed sont devenus si efficaces dans le conflit au Moyen-Orient", publié le 05/03/2026.

◦ Israël : des combats intensifiés contre le Hezbollah

- Serge BERBERI, France 24 : "Guerre avec Israël : la panique s'empare à Beyrouth, le Liban en appelle à Macron", publié le 05/03/2026.
- L'Orient-Le-Jour : LIVE "Le Hezbollah dit avoir repoussé un débarquement israélien à Nabi Chit, dans la Békaa", publié le 07/03/2026.
- Le Monde : LIVE "Emmanuel Macron condamne une "attaque inacceptable" contre une position de l'ONU au Liban", publié le 07/03/2026.

SOURCES

• AFRIQUE

◦ **Macky Sall candidat au poste de secrétaire général des Nations unies**

- African Panaroma Magazine "L'Union africaine officialise la candidature de Macky Sall au poste de secrétaire général de l'ONU". publié le 3/03/2026
- AA "L'ancien président sénégalais Macky Sall est officiellement candidat au poste de secrétaire général des Nations unies". publié le 3/03/2026
- Dakaractu "Un Africain pour l'ONU: Macky Sall, candidat de l'Union africaine, promet de « refonder le multilatéralisme ». publié 3/03/2026

◦ **Denis Sassou Nguesso annonce sa candidature à la présidentielle pour un cinquième mandat**

- La Croix "Présidentielle au Congo: la campagne est lancée, Sassou Nguesso grand favori" publié le 28/02/2026
- Le Monde "Congo-Brazzaville : Denis Sassou Nguesso, 82 ans, annonce sa candidature à la présidentielle pour un cinquième mandat de suite". publié 5/02/2026

• ASIE

◦ **L'Iran, talon d'Achille énergétique de la Chine**

- TF1 Info : « "Ce serait étonnant que Donald Trump n'ait pas tout ce schéma-là en tête" : une escalade de la guerre au Moyen-Orient qui coûte cher à la Chine », publié le 8/03/2026
- Le Devoir : « La Chine placée par les États-Unis face à un dilemme iranien », publié le 8/03/2026
- Libre Média : « L'Iran attaqué, un revers majeur pour la Chine et la Russie », publié le 8/03/2026

◦ **Pakistan : la guerre ouverte est déclarée**

- Federico PIANI, Vatican News : " Pakistan-Afghanistan : l'Eglise engagée pour promouvoir la paix et la réconciliation", publié le 09/03/2026.
- Le Monde : "Entre l'Afghanistan et le Pakistan, les affrontements se poursuivent, des explosions entendues à Kaboul", publié le 01/03/2026.
- France Culture : "Pourquoi le Pakistan a-t-il déclaré la guerre à l'Afghanistan ?", publié le 04/03/2026.

SOURCES

• AMÉRIQUES

◦ Mexique : le virage de la force

- Courrier International, « Le chaos éclate après que l'armée a décapité le cartel le plus puissant du pays », 23 février 2026.
- Courrier International, « Portrait : qui était El Mencho, chef brutal du cartel le plus puissant du Mexique ? », 24 février 2026.
- Courrier International, « Cartels : la mort d'El Mencho marque-t-elle la prise de contrôle de la présidente Sheinbaum ? », 24 février 2026.
- The New York Times, « Live: Mexico Cartel El Mencho » (Couverture en direct), 23 février 2026.
- El País, « Claves del operativo que acabó con el Mencho y desató una ola de violencia en México », 24 février 2026.
- El País, « Sheinbaum viajará a Guadalajara tras la crisis de violencia por la caída del Mencho », 4 mars 2026.

◦ USA-Iran : La puissance au risque du chaos

- Courrier International, « Vidéo. Trois avions de chasse américains abattus par erreur par le Koweït », 2 mars 2026.
- Le Figaro, « Avions américains abattus au Moyen-Orient : le coupable serait en fait un jet koweïtien », 4 mars 2026.
- L'Orient-Le Jour (Anthony Samrani), « La guerre en Iran nous met face à nos contradictions », début mars 2026.
- Courrier International, « Guerre au Moyen-Orient : Washington cède au triomphalisme et promet à l'Iran "mort et destruction du matin au soir" », 5 mars 2026.
- The Wall Street Journal, « Enquête sur l'incident des F-15 au Koweït » (Direct), 2 et 4 mars 2026.
- The New York Times, « La Maison Blanche accélère les frappes aériennes sur l'Iran », 4 mars 2026.

• ARMEMENT

◦ Le drone LUCAS : la réponse américaine aux drones kamikazes iraniens

- « Guerre en Iran : pour la première fois les États-Unis ont utilisé des drones suicides d'inspiration iranienne », Paul de Breuteil, *Le Figaro*, 04/03/2026.
- « Ukraine, Iran : les drones kamikazes au cœur de la guerre moderne », Romain Houeix, *France 24*, 03/03/2026.
- « U.S. Adopts Low-Cost Drones Inspired by Iran's Shahed », Paul Mozur et Adam Satariano, *The New York Times*, 07/03/2026.
- « US Deploys LUCAS Drone That Looks Like Copy of Iran's Shahed-136 », Alisa Orlova, *Kyiv Post*, 03/03/2026

◦ 3 F-15E abattus au dessus du Koweït, un drame opérationnel

- Kuwaiti F/A-18 Aircraft Suspected of Shooting Down US F-15s, Air and Spaces forces Magazine, 03/03/2026
- US jet fighter downed over Kuwait 'was UK-based', BBC news, 07/03/2026
- Three USAF F-15E Strike Eagles Shot Down By Friendly Fire, The War Zone, 02/03/2026



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

